Solidaires 30

Le journal de l'Union syndicale Solidaires 30

SNABF Solidaires Union SNUI Sud Trésor Solidaires Sud Caisse d'Epargne
Sud Conseil Général Sud Crédit Agricole Mutuel Sud Education Sud Etudiants
Solidaires Industrie Développement Durable Sud Mairie de Nîmes-SIFP Sud Rail
Sud Pompiers Sud Collecte Propreté Urbaine Sud PTT Sud Santé - Sociaux
Solidaires Retraité(e)s 30 Sud Transports Urbains Sud Travail Affaires Sociales

N° 14 - avril 2014

Sommaire :

- Edito p.1
- Le 9 avril : tous ensemble ! P.2
- Service public à la poubelle ! p.3
- Retraités pas en retrait p.4
- Nouveaux syndiqués : Kéolisp.5
- Danser le Tango p.7
- Mas Careiron p.7
- ECLAIR éphémère à Beaucaire p.9
- Au Crédit Agricole questionnement existentiel p.11
- Ne laissons pas baillonner nos camarades espagnol(e)s p. 12
- C ontre tous les racismes p.14
- Observons et...agissons p.15 et 16

Reprendre confiance…

Le 9 avril nous rependrons le chemin du bitume pour rappeler que face aux mauvais coups du gouvernement et du Patronat, le mouvement social n'est pas mort et qu'il respire encore. Qu'il est certes sous perfusion, mais que la flamme peut être ravivée.

Une journée de grève interpro, en tout cas bienvenue. Depuis septembre 2014, de ce côté là c'était silence radio. Et encéphalogramme plat.

Non pas que la lutte de classe se soit effacée. Car de ce côté là, à n'en point douter, nos adversaires, le duo Hollande-Gattaz en tête, ne chôment pas. Du Pacte de responsabilité à la Loi Macron, ce ne sont pas les cadeaux aux patrons qui manquent.

Une journée du 9 avril, qui doit appeler d'autres journées d'actions et de grèves afin de faire monter la sauce et construire un indispensable mouvement social offensif qui puisse nous redonner confiance.

C'est à ce prix là, et lui seul, que nous mettrons un coup d'arrêt à l'austérité. Un coup d'arrêt encore à l'extrême droite qui se nourrit justement de ce recul du mouvement social et syndical.

Car n'en doutons pas, seul-e-s nous, les salarié-e-s, en prenant notre destin en main, tracerons cette voie. Ne comptons que sur nos seules forces. Des forces qui existent et qui ne demandent qu'à se renforcer.

Jérémie, Abderahmane, Edouard pour Solidaires 30

Le 9 avril, tous et toutes ensemble… on reprend la rue !

Le 9 avril, c'est notre signal de la contestation contre le vol du fruit de notre travail et contre la stigmatisation de tous ceux et celles que le système exclut.

Le 9 avril, c'est notre refus d'une société de cupidité au profit d'une minorité de privilégiés, société qui engendre toujours plus d'inégalités et de dégâts écologiques.

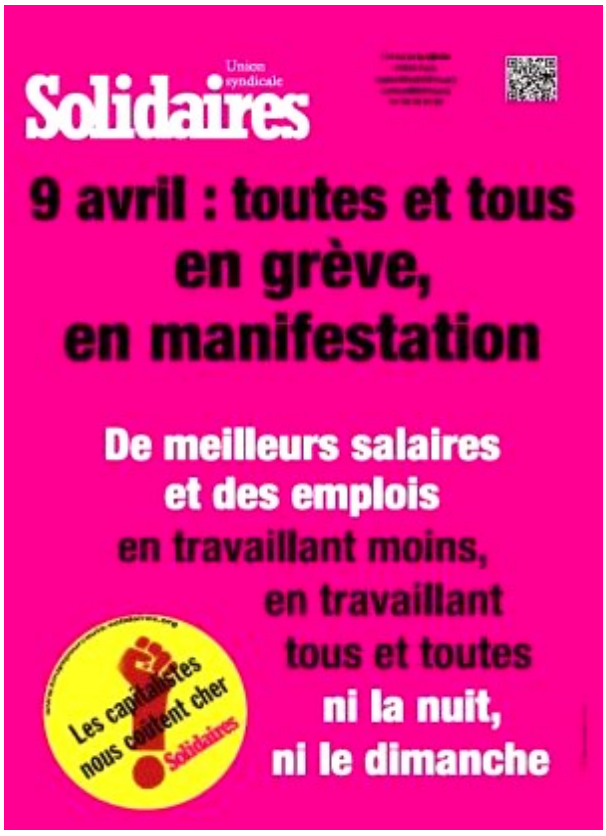
Le 9 avril, c'est la défense des services publics et des moyens aux agents qui servent l'intérêt général.

Le 9 avril, c'est notre volonté de lutter contre la politique d'austérité du gouvernement et contre les attaques patronales.

Mais l'austérité, c'est quoi ?

L'austérité c'est se soumettre aux lois des marchés financiers qui font payer la crise et les dettes publiques aux salarié-es, aux retraité-es, aux chômeurs-euses.

L'austérité c'est l'argent public dilapidé dans des exonérations fiscales sans fin au profit des entreprises et des banques et au détriment du financement des protections sociales de toutes et tous.



L'austérité c'est le gel des salaires des salarié-e-s, dans le privé comme dans le public, alors que les profits et les dividendes distribués par les patrons explosent.

L'austérité c'est l'ensemble des mesures antisociales comme la loi Macron qui facilite le travail de nuit et du dimanche, la précarité et les licenciements.

L'austérité c'est organiser la misère et nourrir la montée de l'extrême-droite raciste.

Voilà pourquoi nous devons reprendre la rue, mettre toutes nos forces dans la réussite des grèves et manifestations le 9 avril.

Le 9 avril est aussi une étape importante vers la construction d'une mobilisation prolongée.

Partout dans les régions, les quartiers, les entreprises, les services, c'est à nous toutes et tous de décider des suites à donner à cette première journée de mobilisations.

Contre l'insatiable richesse…

Les chiffres mettent en lumière l'indécente concentration des richesses pour une couche de plus en plus restreinte de riches de par le monde.

La part du patrimoine mondial détenue par les 1 % des plus riches est passée de 44% en 2009 à 48 % en 2014, et la fortune des 80 personnes les plus riches s'élevait en 2014 à 1 900 milliards.

En France, la fraude et l'évasion fiscale sont une perte sèche évaluée entre 60 et 80 milliards, autant de richesses produites par les salarié-es détournées dans les paradis fiscaux et la spéculation.

Les dividendes versés aux actionnaires explosent, plus 30 % en 2014, soit plus de 56 milliards d'euros.

Et pendant ce temps, le gouvernement Valls/Hollande arrose les multinationales à coups de milliards via le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), recule devant les exigences du patronat, cède aux lois de la finance, bafoue le droit de l'environnement au profit des intérêts économiques. …

Notre soif de justice sociale…

La contestation et les résistances sociales montent dans plusieurs pays européens. La Grèce en est aujourd'hui un symbole, face aux politiques anti-sociales. En France, des mobilisations ont lieu dans le privé comme dans le public, dans les localités, les branches, contre les licenciements, pour des augmentations salariales, pour préserver les moyens des services publics, et améliorer les conditions de travail.

A partir de ces luttes, nous voulons construire les convergences indispensables pour inverser le rapport de forces. A partir de ces luttes nous voulons unir nos forces et exigences pour imposer une autre répartition des richesses et satisfaire les besoins sociaux les plus élémentaires fondés sur l'égalité et la solidarité :

- SMIC à 1700 euros net, augmentation des salaires, des pensions, des allocations chômage et minima sociaux.
- Réduction du temps de travail pour aller vers les 32h, avec embauches correspondantes, respectant les conditions de travail, la vie privée des travailleurs-euses.
- Instauration d'un statut du salarié : continuité du socle contractuel avec maintien du salaire entre deux emplois ; obligation de reclassement des salarié-es sans limite de temps ; financement patronal mutualisé pour garantir ces droits.
- De nouveaux droits pour les salarié-es face à l'arbitraire patronal comme le droit de veto contre les licenciements, le maintien et l'extension des droits d'expression et de représentation dans les entreprises, les associations et les administrations sur les questions économiques, sociales, environnementales et de santé au travail.
- Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes, et la fin des discriminations pour tous.
- Le renforcement des emplois et des services publics.
- L'abrogation du Pacte de responsabilité et de la Loi Macron

Stoppons cette course folle
vers toujours plus d'austérité !

Reprenons l'offensive, retrouvons la force et la dignité de l'action collective !

Nîmes Métropole: c'est le service public qu'on jette à la poubelle!

Un appel à la grève a été lancé, par une nouvelle section syndicale *SUD Mairie- Sfip 30*, chez les Agents de Nîmes-Métropole.

Il s'adressait à tous les personnels de la collecte, du traitement et des déchetteries de Nîmes-Métropole.

Cette action visait à obtenir :

- le retrait de privatisation du service de la collecte du secteur de la Vaunage ;
- le respect de la réglementation du travail en matière d'hygiène et de sécurité ;
- la refonte des horaires des déchetteries ;
- l'attribution à tous les agents de toutes les primes et indemnités versées par la collectivité aux taux maximum et sur la base du principe «*à travail égal, salaire égal*».

Ce mouvement a été particulièrement suivie par les agents de la collecte et du traitement des déchets ménagers de la Vaunage, qui ont été en grève du mardi 17 mars au vendredi 20 mars.

En effet, la volonté de Nîmes-Métropole de privatiser le service collecte de ce secteur, via une Délégation de Service Public, aurait des conséquences pour chacun des 8 agents de Clarensac. Prétextant une mise en conformité du local avec un coût exorbitant (800 000 euros !), ***l'Agglo*** imposait aux agents soit le détachement auprès du futur délégataire privé, avec des garanties incertaines, soit le transfert vers le centre de collecte de Poulx (géré par Nîmes-Métropole).

Il est évident que ce dernier choix créerait des dysfonctionnements de service et mettrait en danger la situation des agents non-titulaires de Poulx.

A cela s'ajoutent une perte du pouvoir d'achat (frais de transport), la fatigue supplémentaire liée aux déplacements maison-travail, etc... Et comble de cette proposition, le local du centre en question n'est pas aux normes!

Alors que M. Touzelier, vice-président de Nîmes-Métropole, mais également délégué à la collecte et au traitement des déchets ménagers et assimilés, assure que «*tout sera fait pour conserver la paix sociale*», les grévistes ont eu la mauvaise surprise de voir le jeudi 19 mars une société privée effectuée le ramassage des ordures, et ceci sous la protection de gros bras !

Derrière le prétexte injustifié de «*mesure de salubrité publique*», c'est bel et bien une attaque à l'encontre du droit de grève qui a été choisie par Nîmes-Métropole. Ce mépris affiché, permettra non seulement de remotiver les agents mais également d'entamer un dialogue avec les collègues du dépôt de Poulx afin de les inciter à la grève.

Craignant une généralisation et un durcissement du mouvement, les agents grévistes ont été contactés dès le vendredi 20 mars en fin de matinée afin d'engager des négociations sur la base de leurs revendications. Une rencontre est prévue le lundi suivant à condition de stopper la grève.

Les agents de Clarensac ont donc suspendu leur mouvement et effectué la collecte le lundi 23 mars. La rencontre avec les agents et les représentants syndicaux d'une part et les représentants de Nîmes- Métropole a permis d'acter les garanties demandées. A savoir, la mise à disposition des agents sur le secteur Vaunage avec le maintien de leurs statuts de fonction «*Agent de Nîmes-Métropole*» et le maintien des rémunérations.

Ces propositions donnent satisfaction aux agents de Clarensac et permettent également de lever les menaces de suppression de postes concernant les agents non-titulaires de Poulx, dont certains sont en contrats précaires depuis des années.

Cette victoire laisse toutefois un goût amer : le service de collecte des déchets de la Vaunage sera privatisé. Il est fort à parier que le site de Poulx subira le même sort. Toutefois, la mobilisation et la détermination des agents ont permis de sortir la tête haute de ce conflit. Et elle nous a montré, par ailleurs, que l'unité dans un service nous permet de se faire entendre.

Gérald (SUD Mairie- Sfip 30)

Ni vieux, ni traîtres

Solidaires Retraité(e)s 30 - UNIRS 30 invite tous les retraité(e)s et pré-retraité(e)s (adhérent(e)s ou sympathisant(e)s de *Solidaires* et des syndicats *Sud*) à venir discuter de la question actuelle et cruciale des retraites en présence de : **Gérard Gourguechon, (secrétaire de l'*UNIRS*),**

le Mardi 28 avril 2015

au local de *Solidaires 30 au* 6, rue Porte d'Alès, Nîmes

Le déroulement de la journée :

9 H – 10 H : la revue *Solidaritat* (en partie animée par *Solidaires Retraité(e)s 30)* ; organisation du syndicat *Solidaires Retraité(e)s 30 - UNIRS 30* dans le but d'une action plus spécifiquement reliée aux retraites et unitaire.

10 H – 13 H : intervention de Gérard Gourguechon et discussion autour des retraites.

13 H – 15 H : Apéro et repas tiré du sac, sur place, dans une ambiance conviviale et amicale.

15 H – 17 H : Rencontre avec des représentants de syndicats et associations de retraité(e)s afin de prendre connaissance de leurs expériences et d'envisager une action unitaire. Qu'on se le dise !

Solidaires Retraité(e)s 30 – UNIRS 30

Nouvelle section dans l'Entreprise kéolis en Cévennes à Alès

Antoine est conducteur de bus sur le réseau de Transport public urbain à Alès (30). Tout nouvellement élu aux dernières élections, nous avons voulu l'interroger sur son engagement syndical et aussi connaître son avis sur sa Société et sur la Société, en général.

A l'heure où gouvernement et patronat font tout pour accentuer l'individualisme, nous avons voulu savoir pourquoi Antoine croit encore à l'action collective pour résister, revendiquer et gagner de nouveaux acquis sociaux ou tout au moins ne pas en perdre.

Pour toi c'est quoi le syndicalisme ?

C'est connaître ses droits, les défendre auprès des patrons qui font tout pour nous les supprimer.

Comment as-tu connu SUD, Solidaires ?

Les autres syndicats, les plus connus, n'ont pas réussi à garder nos acquis et parfois, certains nous en font perdre. En choisissant Solidaires, jeune organisation syndicale, c'est faire du syndicalisme autrement pour gagner. Les derniers remous au sein de la CGT à propos de l'affaire « Le Paon» ne m'ont pas incité à rejoindre cette organisation syndicale.

Penses- tu que le syndicalisme à toute sa place dans la Société ?

Tout à fait. Plus nous agirons collectivement, plus nous serons nombreux, et plus nous serons forts, pour mettre en place le rapport de force.

Tu as été nouvellement élu, quelles sont les actions que tu comptes mener dans l'Entreprise ?

Je veux que les NAO aboutissent à de véritables augmentations des salaires. Nous ne pouvons pas nous contenter de « chèques cadeaux » !!! Un salaire décent, c'est la garantie d'obtenir une retraite suffisante. Kéolis verse des subventions au club de foot et au club de basket, c'est un peu « acheter » la commune pour espérer être le délégataire.

En fait, ces subventions données à la Mairie ne coûtent rien à Kéolis, car c'est sur le dos des salarié-e-s que Kéolis se rembourse !!

Penses-tu que la négociation est la seule manière d'obtenir des avancées sociales ?

Non, parfois, pour régler les problèmes de condition de travail et de salaire, il faut savoir imposer nos revendications, mettre en place un rapport de force. La tentation est grande pour le patron de mettre en pièce nos acquis sociaux.

Est-ce que tu penses que la grève, c'est une prendre des voyageurs en « otage » ?

Je suis plus préoccupé par l'argent que vont perdre les salariés en grève que par la gêne occasionnée. Les voyageurs trouveront toujours la possibilité de se déplacer sauf peut être les jeunes qui marchent moins que notre génération, lorsque nous avions leur âge, et les scolaires qui représentent 75% des voyageurs que nous transportons.

Pour toi, c'est quoi un transport public ?

C'est une bonne idée, comme tout ce qui est public. Cela permet à toutes personnes de se déplacer à moindre coût. Les petits commerces en centre ville devenus inexistants, le transport en commun reste le seul moyen de transport bon marché pour aller faire ses courses.

Que penses-tu de la gestion des transports publics par des grands groupes comme *Kéolis*, filiale de la *SNCF* ?

A Alès, les transports urbains datent seulement de 1983, cela s'appelait la ST2A. C'est un maire communiste qui les avait mis en place. Lorsque la Mairie a été dirigée par des élus de Droite, la gestion des transports urbains a été donnée à Kéolis.
Le réseau d'Alès est une aubaine pour Kéolis, un réseau très rémunérateur qui sert à former des jeunes cadres. Nous récupérons les vieux bus des autres réseaux Kéolis et cela a des répercussions sur nos conditions de travail et sur les conditions de confort pour les usagers. Il y a beaucoup trop de cadres pour le nombre de salariés, 5 pour 21 chauffeurs… L'Entreprise a pu fonctionner sans Directeur pendant 4 mois…
Depuis que j'ai pris un engagement syndical dans mon Entreprise, des salariés d'autres entreprises me questionnent et veulent faire la même chose dans leur boite. Ils ne supportent plus leurs mauvaises conditions de travail. Ils ont pris conscience que s'engager syndicalement, c'était plus efficace que de se renseigner pour connaître ses droits.

Penses-tu que c'est la « crise » ?

Ce n'est pas la crise pour tout le monde… D'ailleurs les prix à la consommation continuent d'augmenter sans que cela ne fasse réagir. Idem pour le carburant qui ne cesse d'augmenter et pourtant peu de personnes abandonnent l'usage de leur véhicule.

Penses-tu que les richesses que tu produis sont équitablement partagées ?

Le monde du travail est à l'image d'une ruche où des ouvriers travaillent. A la fin de la saison, seul l'apiculteur, que l'on peut nommer patron, vient extraire le miel, fruit du travail des ouvriers, épuisés par leur tâche.

Que penses- tu de la montée du FN ?

Ça fait peur !!! La population est dégoûtée par les politiques menées par les partis traditionnels qu'ils soient de gauche ou de droite. L'immigration n'y est pour rien, les habitants d'Alès d'origine étrangère ou « française » vivent depuis les années 50, années où il a fallu faire venir des étrangers pour travailler dans les mines, ensemble. Ce qui a changé, c'est le chômage, la drogue…
Les jeunes sont en manque de repères. Il manque d'éducateurs, d'associations dans les quartiers. En tant que conducteur de bus, nous arrivons à maintenir un lien social.
Le FN n'arrivera pas à détruire la solidarité qui existe entre les peuples, il est normal que des personnes vivant dans la misère dans leur pays d'origine rejoignent la France qu'ils considèrent comme « l'Eldorado ».

Les réponses apportées à cet entretien montrent qu'Antoine croit à l'action collective, à la solidarité ouvrière. Que ce soit dans son entreprise ou à l'extérieur, Antoine est persuadé que l'action syndicale peut permettre d'augmenter les salaires et améliorer les conditions de travail.
Antoine va s'attacher à convaincre ses collègues et les habitants d'Alès que les transports urbains peuvent redevenir « publics » au lieu que cela profite à un grand Groupe comme Kéolis.
Enfin, Antoine est persuadé que la diminution du nombre de personnes sans emplois ou d'emplois précaires, que le retour d'animation et de prévention dans les quartiers, sur le terrain permettront de faire baisser l'audience du FN.

Propos recueillis et commentés par François (Union Solidaires Transports 30)

Union syndicale Solidaires Transports

Tango ou la Valse des transports

Nimes Métropole et le groupe *Kéolis* entrent dans une danse macabre, une future mort du cygne.

Après un renouvellement de contrat qui entérinait une baisse des kilomètres effectués, une diminution de la vitesse commerciale, une augmentation du titre de transport sur la durée du contrat soit 10 ans, voilà qu'apparaissent de nouvelles dégradations pour les usagers et pour les salariés.

Après avoir perdu plus de 300 000 kms en début de contrat, voilà que la logique du *tout argent* continue. Dès avril, le dimanche sera synonyme de politique de la *terre brûlée* en ce qui concerne le transport. Plusieurs lignes disparaissent sur cette journée ainsi que des morceaux de lignes. Plus de desserte de l'hôpital ! Dans une société où les personnes ont de moins en moins de lien social voilà que les malades seront contraints de perdre leur lien extérieur. Les samedis matin sont amoindris en nombre de service et la dégradation devrait se poursuivre ensuite en septembre avec une diminution significative sur le reste de la semaine.

On parle d'écologie, de politique raisonnée sur les ressources mais ce n'est pas ce qui prime pour nos élus. *Nîmes Métropole* argue d'économie sur les impôts sans pour autant subventionner ce service par ce biais.

Quant au groupe *Kéolis* à qui il n'en fallait pas tant pour trouver prétexte à dénonciation des accords, de concert avec les élus de Nîmes, il s'engouffre dans la brèche. Ce sont les temps de travail, les RTT, les primes, les temps de parcours qui sont remis en cause et surtout une pression accrue sur l'ensemble des salariés. Aucune diminution des profits du groupe n'est envisagée, les seuls efforts portent sur l'ensemble des salariés. Les belles promesses électorales de conservation des acquis sont parties dans le tourbillon de leur danse.

Depuis des années un sous-effectif est organisé, ne permettant plus aux employés de prendre leurs congés. Aujourd'hui la perversité de ce système fait qu'au gré d'un absentéisme grandissant, plusieurs services ne s'effectuent plus sur une journée sans que cela n'émeuve nos politiques et l'entreprise *STCN*. Les départs à la retraite ne sont plus remplacés et la masse salariale est en constante diminution.

Disons non à cette politique déraisonnable !!!
Chacun à droit à un service de qualité, quel que soit son lieu de résidence.

Damien (SUD TCN)

Hôpital de Mas Careiron : à quand l'ouverture des négociations ?

L'intersyndicale du personnel du *Mas Careiron* a été mandatée par *l'Assemblée Générale du personnel* qui s'est réunie lundi 16 mars pour entamer les négociations avec la *Direction* qui devaient débuter ce 17 mars 2015.

Le personnel et son *intersyndicale* demandent depuis presque 10 mois l'ouverture de vraies négociations au sujet du plan d'économie que le Directeur tente d'imposer en force : suppression d'emplois , de jours de repos compensateur, fusion de services avec l'hôpital local, etc. qui constituent une dégradation des conditions de travail, un démantèlement du service public hospitalier et des pertes d'emplois sur notre territoire.

Le personnel s'est fortement mobilisé à plusieurs reprises ces derniers mois. L'*ARS* (*Agence Régionale de Santé*) avait finalement demandé à la Direction d'ouvrir des négociations ce qu'elle a confirmé dans son dernier rapport d'expertise sur l'établissement. Celles -ci devaient débuter aujourd'hui.

La Réunion qui a eu lieu a montré l'incapacité du Directeur du CH *le Mas Careiron* à établir un dialogue social. Pervertissant l'objectif de cette première réunion, il a tout simplement refusé la négociation pour tenter de la réduire à une simple concertation.

Sa conduite autoritaire de l'établissement et ses multiples transgressions aux engagements pris ces derniers mois avaient déjà fortement émoussé la confiance du *personnel* et de *l'intersyndicale.*

Lors de cette première réunion, le Directeur s'est donc entêté dans un refus systématique des propositions des organisations syndicales qui visaient à donner un cadre de confiance et de sérénité aux négociations : mise en œuvre des accords à partir de 2016 car les agents ont déjà posé leurs congés pour l'année 2015 conformément à la réglementation et aux attentes du service ; gel du plan d'économie pendant les négociations ; prise en compte du cadre proposé par l'*ARS* à savoir des vraies négociations.

Aussi, ce positionnement du Directeur risque de créer une désorganisation des services au détriment des patients et place le personnel dans une insécurité. En outre, il a affiché un mépris certain pour le dialogue social.

Pour faciliter la négociation l'*ARS*, quant à elle, doit sortir d'une vision idéologique visant à des économies par la restructuration des soins au détriment de la population et des conditions de travail du personnel et prendre en compte la réalité du travail et les spécificités de la psychiatrie développée par notre établissement.

L'intersyndicale interpellera à nouveau l'*ARS* et les élus territoriaux présents au *conseil de surveillance* de l'établissement, dont Mr Bouad, son président, afin de les inviter à agir pour faire en sorte que Mr Nogrette retrouve le chemin de la raison, celui de la négociation.

A ce jour, *l'intersyndicale* continue malgré tout sa conduite de *la main tendue* pour l'ouverture d'une vraie négociation lors de la prochaine réunion.
La conduite du nouveau Directeur depuis un an dans l'établissement est seule responsable de la dégradation du climat social de l'établissement.

En outre, la campagne de diffamation envers le *personnel* qu'il a fait passer pour des nantis alors que nous travaillons autant qu'ailleurs a été démentie. Aussi le rapport de l'*ARS* stipule que le taux d'absentéisme moyen par agent dans notre établissement est de 10 jours inférieur à la moyenne des établissements de la région du Languedoc Roussillon.

Le projet de plan d'économie ne fera en fait aucune économie pour la Sécurité Sociale puisqu'il risque à minima de faire rejoindre la moyenne régionale par la dégradation des conditions de travail, l'absence de prise en compte du personnel et des charges de travail, ceci au prix de la santé des agents, de la génération de handicap par l'augmentation des risques musculo-squelettiques et psycho-sociaux. Et sur le plan financier, il effectue le transfert à l'Assurance-Maladie du coût des jours d'arrêts de travail supplémentaire.

Le *personnel* et l'*intersyndicale* (qui se réunira en fin de semaine) restent déterminés et prêts à mettre en œuvre la riposte nécessaire face au niveau de violence sociale que le Directeur semble s'obstiner à mettre en œuvre à perpétuer.

L'intersyndicale SUD-FO-CGT-USP
du Mas Careiron

Beaucaire : Le Lycée Langevin se bat pour garder son statut spécifique

Depuis la reconnaissance par l'État des difficultés rencontrées par les établissements situés sur des territoires défavorisés, le lycée Paul Langevin de Beaucaire bénéficie d'un statut spécifique :

En 1981, le lycée a rejoint le dispositif de Zone d'Éducation Prioritaire (ZEP).
De 2000 à 2012, il a été intégré à un réseau d'enseignement prioritaire nommé REP.
Depuis 2012, il fait partie du programme *Ecole Collège Lycée pour l'Ambition, l'Innovation et la R*éussite (ECLAIR).

Ce dernier statut nous permet principalement de répondre aux besoins spécifiques de notre public pour :
- faciliter la réussite de chacun et améliorer le climat scolaire ;
- développer l'ambition pour tous ;
- renforcer la stabilité des équipes.

Les premiers fruits de cette classification ont été obtenus cette année du fait que ce statut nous donnait la possibilité de travailler en réseau avec les autres établissements *ECLAIR* du département.

Concrètement, cela nous a permis d'intervenir dans les collèges voisins afin de faire la promotion de notre lycée. Grâce à ce travail de communication sur nos filières, l'image de notre établissement s'est considérablement améliorée. De plus en plus de jeunes **ont choisi** de poursuivre leur scolarité au lycée professionnel Paul Langevin. Cela nous a apporté une hausse des effectifs et une baisse du décrochage scolaire.

Ce programme nous donne des moyens supplémentaires : il nous permet de travailler en effectifs réduits, ce qui est un atout indispensable pour garantir la réussite de nos classes ; il encourage une pédagogie de projets qui donne envie aux élèves de s'impliquer davantage dans leur formation ; le statut *ECLAIR* nous apporte des postes d'« assistant pédagogique » qui soutiennent nos élèves les plus en difficultés, dans des cours ciblés.

Ces conditions de travail encouragent les professeurs à rejoindre notre lycée et à y rester afin de pérenniser leurs actions : *projet théâtre* proposé aux élèves en grande difficulté dans la lecture et l'écriture ; ouverture culturelle des élèves autour d'un projet sur les légendes locales qui est développé tant dans l'enseignement général que professionnel ; ou encore *webradio*, pour ne citer qu'eux.

Cette stabilité des enseignements et leur engagement dans différents projets est un avantage non négligeable pour les élèves.

Aujourd'hui, le lycée Paul Langevin est inquiet car ce programme *ECLAIR* est en passe de disparaître et nous ne savons pas si nous serons intégrés au nouveau *Réseau d'Éducation Prioritaire* (*REP* ou *REP+*) dont la carte pour les lycées n'a pas encore été définie. En effet, nombreux sont les établissements (pour l'instant de primaire et de collège) à être sortis, après de nombreuses années de reconnaissance spécifique, de tous les programmes d'éducation prioritaire.

Nous sommes d'autant plus inquiets que notre lycée se situe sur le territoire Beaucairois, connu et remarqué pour la nouvelle ligne politique engagée par la nouvelle municipalité, visant

et discriminant les populations les plus défavorisée du bassin, dont sont issues la majorité de nos élèves.

Nous souhaitons rester un rempart face à cette politique de stigmatisation, afin de rappeler les valeurs de *fraternité, de liberté et d'égalité* qui caractérisent notre *République française*. Dans le contexte sociétal actuel et suite aux événements de janvier 2015, il est plus que nécessaire de rester mobilisé et montrer à nos élèves le vrai visage de la *laïcité*, outils de cohésion sociale et de *vivre ensemble*.

Ne pas intégrer le nouveau dispositif *REP* ou *REP+* serait catastrophique pour notre lycée car cela signifierait notamment :

- une baisse de moyens pour les projets et l'encadrement ;
- une hausse des effectifs dans les classes ;
- la fuite des enseignants vers des établissements mieux dotés ou plus proches de leur lieu de résidence ;
- la participation à une politique stigmatisante de démobilisation des services publics dans l'enseignement sur le bassin Beaucairois.

Nous serons normalement fixés sur notre devenir au printemps…

Communiqué transmis par Marion
SUD Éducation 30, section LP Langevin

BON DE SOUTIEN À *SOLIDARITAT*

Vous qui avez lu les deux derniers numéros de ***Solidaritat*** ou qui en avez entendu parler et connaissez, en outre, l'avenir d'une telle revue militante qui serait au pire et à plus ou moins long terme, une disparition discrète, juste après quelques moment d'expression.
Alors que nous sommes à son sixième numéro et que son influence s'accroît !
Vous qui soutenez la liberté des débats, des controverses, des discussions !
C'est à vous que nous demandons un soutien !
Le but de ***Solidaritat*** est de rassembler au moyen de *Solidaires 30* le mouvement social attaché à son indépendance (La Charte d'Amiens pour le syndicalistes) et à sa diversité.
Solidaritat est profondément attachée aussi et surtout, aux luttes sociales sans lesquelles rien ne se fera vraiment !
***Solidaritat* est la revue de *Solidaires 30* en direction du mouvement social !**
Aux luttes, ***Solidaritat*** mêle les réflexions dont nous pensons qu'elles ont besoin, avec la particularité occitane de notre région - qui ne doit en aucun cas être le terreau des *Identitaires* (et de leur maison mère) - avec l'histoire et la culture sociale dont elles sont le cœur parlant.

Chèques à adresser, avec la mention « soutien à *Solidaritat* », à *Solidaires 30*, 6 rue porte d'Alès 30000 Nîmes.

Association des ami(e)s de Solidaritat

Dans le même ordre d'idée, nous proposons à nos lecteurs fidèles et à nos sympatisants de participer à la création d'une **association de soutien à notre revue** au moyen de laquelle le but initial de ***Solidaritat*** ne pourra que mieux s'appliquer, en voyant venir à elle et la soutenir les syndicalistes, les militants du mouvement social, les inorganisés qui luttent et se défendent.

Pour tous les contacts : solidaritat@outlook.fr
Solidaires 30, 6 rue porte d'Alès 30000 Nîmes.

Crédit Agricole : Youpi or not Youpi ?

Nous y sommes depuis ce 26 janvier qui restera dans nos mémoires au titre d'une avancée sociale significative de nos conditions de travail !!! Les Portefeuilles sont redéfinis, et nos nouveaux métiers connaissent enfin la clientèle qu'ils géreront ainsi que les prérogatives du nouvel emploi... Mais comme elle est triste et démotivante votre « DISTRI ». Incompréhensibles ces migrations tous azimuts entre portefeuilles et cette sélection à la barrière arbitraire des 30 000 €.

Les clients "Hauts de gamme" sont transférés dans le portefeuille du *chargé de patrimoine*. Le « *Chargé Part* » d'hier devient le simple conseiller d'aujourd'hui mais garde les quotas agence en plus.

Les « *Conseillers Banque Assurance* » (?) pour la plupart, anciens *CCpar*t voire *CCpart confirmés* vont devoir se faire les dents, entre deux plages d'accueil partagé, dans le portefeuille grand public (leurs anciens portefeuilles pillés et décloisonnés, composés de couples ou célibataires pourvus de flux inférieurs à 30k€ ou de personnes percevant des revenus sociaux) !!! De plus, certains perdent leurs habilitations *habitat*.

Les AFA, accueils déchus, restent parqués dans leurs *ETS* telle une espèce en voie d'extinction. Ils furent pourtant la vitrine de notre enseigne depuis toujours. Mais en ces temps ancestraux, où nous parlions de *bon sens*, fût-il près de chez nous, il n'était pas utile d'expliquer les valeurs du mutualisme fondateur. Il était dans les tripes, il se comprenait, il était une évidence !!!

Alors, certes le client est roi mais le salarié dans tout ça ? L'humain reste une simple ressource (RH) loin de sa vraie richesse humaine (RH aussi) !!!

Pour l'heure, « CARPE DIEM » ! Profitez, jubilez et gaussez-vous des résultats IRC qui sont en évolution positive sur 2014. Sans vouloir jouer les oiseaux de mauvais augure, le mécontentement client lié à vos judicieuses orientations risque de venir plomber les IRC futures ! Alors, si vous voulez continuer à juguler la masse salariale, maintenez ce critère particulièrement subjectif dans le futur calcul de notre RPE...

Aviez-vous seulement imaginé l'ampleur de l'onde de choc que vous venez d'initier ? Désillusion, consternation, résignation. Dépersonnalisation, sentiment de régression et de pertes de compétences. Quid de la valorisation du poste occupé et de la simple et naturelle estime de soi ? Puissent vos choix stratégiques et structurels de la nouvelle DISTRI ne pas porter l'estocade à l'implication et aux efforts de chacun. Pour l'heure, nous vous alertons sur le fait qu'un certain malaise est de plus en plus perceptible. Il suffit de se rendre dans nos points de vente. Il sourd et gronde…

Finalement, « J'aimerais beaucoup vivre en théorie, parce qu'en théorie, tout va bien »…

Quittez les sentiers battus,
appelez et/ou soutenez SUD !!!

Frédéric (SUD CAM 30)

Roms **du « camps de la honte » de Caissargues : relogement**

Suite à l'ordonnance du 7 janvier dernier du Tribunal Administratif de Nîmes d'expulser les familles *Roms* qui étaient encore dans le « *camp de la honte* » de la route de Saint-Gilles un programme de relogement a enfin été mis en place par la *Croix Rouge* et *ADEJO*.

Depuis le début de sa mobilisation, il y a maintenant deux ans, le ***Collectif Solidarité Roms*** n'a pas cessé de demander aux autorités politiques concernées (*Mairie de Nîmes*, *Agglomération Nîmes Métropole*, *Préfecture*, *Conseil Général* et *Conseil Régional*) d'assumer leurs responsabilités, de faire des propositions pour un reloge-

ment adapté et stable et qu'un programme d'accompagnement social durable soit mis en place pour permettre à ces familles, présentes depuis de longues années dans les environs de Nîmes, de s'intégrer enfin au sein de la communauté nîmoise comme elles le désirent.

***Le Collectif Solidarité Roms* :**

- exprime son soulagement de voir que « ***le camp de la honte*** » est enfin vide et sa satisfaction de voir qu'un programme de relogement et d'accompagnement social est mis en place.

- remercie tous les citoyen-ne-s et tous les responsables politiques, syndicaux, religieux ou associatifs qui se sont mobilisés pour soutenir ces familles ainsi que la presse qui a contribué à rendre compte régulièrement et à dénoncer cette situation intolérable.

- reste vigilant quant à la situation à venir de ces familles et à la mise en œuvre effective des mesures d'accompagnement promises.

- reste mobilisé car la situation de deux familles, qui n'étaient pas présentes au moment du procès du 7 janvier mais qui font partie des familles qu'il a accompagnées sur ce camp depuis longtemps, reste encore non réglée.

- **renouvelle sa demande** au *Conseil Général*, à la *Mairie de Nîmes*, à l'*Agglomération Nîmes Métropole* et au *Conseil Régional* de participer financièrement à ce programme de relogement et d'accompagnement social. Ces soutiens financiers complémentaires sont indispensables pour que cette action ne soit pas un simple déplacement mais une vraie solution pour ces familles.

Le Collectif Solidarité Roms de Nîmes

Solidaires 30 en soutien au mouvement social espagnol

Samedi 28 février, *Solidaires 30* et la *CNT 30* appelaient, Place Montcalm, à un rassemblement afin de protester contre la criminalisation du mouvement social espagnol. Une cinquantaine de personnes était présente. La presse aussi puisque le *Midi libre*, *Objectif Gard* et *France Bleue Gard Lozère* se sont faits l'écho de notre action. Cette mobilisation s'inscrit plus largement dans le cadre d'une campagne initiée par la C*ommission internationale* de *Solidaires* et le *Réseau syndical international de solidarité et de lutte*. Ci dessous, le texte qui a été lu à l'issue du rassemblement.

…

Dans un pays où la misère est endémique depuis le début de la crise en 2008.

Dans un pays où le taux de chômage dépasse les 25%.

Dans un pays où le taux de chômage chez les jeunes dépasse les 50%.

Dans un pays où, selon une étude de l'UNICEF, 30% des enfants vivent sous le seuil de pauvreté.

Dans un pays où des centaines de milliers de familles se sont vues ces dernières années expulsées

de leurs logement faute de pouvoir continuer à payer les mensualités de leurs emprunts aux banques.

Dans un pays encore, où la classe politique, du Parti Popular au Parti socialiste, baigne dans un climat de corruption éhontée et permanente qui voit de semaines en semaines, des politiciens de tous bords arrêtés et déférés devant la justice.

Le gouvernement Rajoy entend maintenant museler la contestation sociale et mettre à genoux la résistance aux diktats des riches et des puissants. Le mouvement social et syndical ibérique est victime d'une vague répressive qui fait planer le spectre des heures sombres du Franquisme. Face à la vague répressive portée par l'État espagnol,

un Réseau solidaire anti-répression a été mis sur pied à l'initiative de plusieurs syndicats de lutte de classe de la péninsule : CGT, LAB, CUT, Solidaridad Obrera, Confédéracion Intersindical, ASSI. Une tournée de meetings et réunions publiques dans plusieurs villes a eu lieu avec pour point d'orgue une journée d'action nationale le samedi 24 novembre 2014.

Le guide anti-répression présentant cette tournée précise l'ampleur de la frénésie répressive : « Il y a des dizaines de milliers de personnes avec des amendes à payer, plus de mille personnes encore poursuivies et des centaines avec des menaces de prison ferme. » La majeure partie des personnes inquiété-e-s par la justice le sont pour participation active à des faits de grève datant de l'année 2012 : grève des mineurs asturiens lors de l'été ou différentes journées de grève générale en 2012, mais aussi actions anti-expulsions de logements dans le cadre du mouvement Stop desahucios – stop aux expulsions). Le simple fait de participer en tant que soutien à un piquet de grève devient aussi un délit et des personnes sont poursuivies pour ce motif.

Les derniers faits de répression concernent 5 mineurs asturiens condamnés fin janvier à 4 ans de prison ferme. Autre condamnation mi-janvier : celle d'Alfon, jeune militant libertaire et antifasciste de 19 ans condamné à 5 ans de prison pour avoir participé à des affrontements contre la police dans les rues de Madrid durant la grève générale de 2012.

Ley « Mordaza » ou comment bâillonner la contestation sociale

Mi-décembre : une « Loi de Sécurité Citoyenne », a été proposée par un député du Partido Popular au pouvoir. Cette loi dite Ley Mordaza (« Loi du bâillon ») par ses détracteurs et détractrices, a été débattue, cet hiver, au Parlement espagnol, les Cortès. Au travers de cette loi, désormais votée, l'arsenal répressif passe encore un cran au dessus. Elle prévoit des amendes de 30 mille euros pour refus de présenter les documents d'identité à la police, ou encore à ceux et celles manifestant en soutien pour s'opposer aux expulsions de domicile ou alors à toute personne qui prendrait et montrerait sur le web des vidéos de violences policières...

C'est en appui à ce mouvement social et syndical espagnol et pour montrer notre détermination contre sa criminalisation, que nous sommes là aujourd'hui. Le lieu du rassemblement n'est pas neutre. En ces heures sombres que vivent nos camarades espagnoles, et plus généralement la population de ce pays, il nous a semblé pertinent de faire vivre notre solidarité de classe en action, ici place Montcalm, où une plaque a été déposée au mur en hommage à la résistance anti-franquiste. En hommage à ceux et celles qui ont combattu, mus par des idéaux de liberté et d 'égalité, les armes à la main, contre le fascisme et la Peste brune en Espagne puis ensuite dans les rangs de la Résistance ici en France. Ici particulièrement dans les groupes de partisans anti-nazis du Gard et des Cévennes.

D'autres rassemblements ont eu lieu devant les consulats d'Espagne à Perpignan et à Toulouse et devant l'Ambassade à Paris. Une chose est sûre : nous ne laisserons pas seul-e-s nos compañeros et compañeras espagnoles.

La résistance social ici comme Espagne, ne sera pas bâillonnée !
Solidarité internationale !

Jérémie (Solidaires 30)

Contre les racismes et les fascismes, l'égalité est notre riposte !

Le samedi 21 mars, *Solidaires 30* appelait, aux côtés de l'*APTI*, *AFPS*, *NPA*, *PCF*, *FA*, *No pasaran*, *AL*, *MJC* et *CNT*, à un rassemblement à Nîmes dans le cadre de la journée mondiale contre le racisme. Environ cent personnes étaient présentes. Pour l'occasion la Place de l'Horloge a été rebaptisée : *« Place de l'égalité sociale ».*

Au travers de cette mobilisation, nous souhaitions réaffirmer notre détermination à défendre l'égalité contre toutes les politiques discriminatoires.

Au même titre, nous dénonçons les affirmations stigmatisantes dirigées à l'encontre de certaines populations selon leur nationalité, leur apparence, leurs origines, leurs croyances, leur orientation sexuelle. Tout comme nous dénonçons toutes les violences physiques et verbales qui visent à saper ce principe dans le but d'instaurer une société autoritaire.

A peine deux mois après les attentats de ce début d'année, alors que le gouvernement espère toujours regagner du crédit grâce à une « Union nationale », il poursuit ses politiques antisociales.

Certaines de ses déclarations récentes ont participé à la confusion entre les principes mêmes d'une démocratie et la justification d'une vision sécuritaire, reprenant des termes qui sont les plus couramment utilisés par les organisations politiques les plus hostiles aux immigré-es...

La poursuite des politiques en faveur du patronat, à la recherche de profits toujours plus indécents, et la négation d'une véritable démocratie sociale, nourrissent la désespérance sociale et la montée des idées d'extrême droite.

Nous refusons de laisser entendre que certain-es seraient plus égaux/les que d'autres : **l'égalité ne peut être qu'entière et réelle**. Aux inégalités sociales qui s'accroissent, s'ajoutent les inégalités de droits selon la nationalité.

La liberté de circulation et d'installation n'existent que pour une minorité seulement dans le monde et les travailleur/euse-s sans papiers sont de plus en plus désigné-es comme des fraudeur-euses alors que leurs droits en tant que salarié-es sont les plus bafoués, le droit de vote des étranger/es renvoyé à des débats des plus lointains...

Nous continuerons à exiger l'arrêt immédiat des expulsions, la régularisation immédiate des tous/tes les sans papiers, le droit de vote des résident-es étranger/es à toutes les élections, et l'égalité des droits.

Solidaires 30

L'Observatoire contre les discriminations interpelle le juge d'instruction du tribunal d'Alès qui aurait tendance à oublier ce dossier « gênant » concernant un policier municipal d'Alès.

Observatoire contre les discriminations
Bourse Du Travail d'Alès
place Georges Dupuy 30100 Alès

Alès le 28 Mars 2015

A Monsieur le Juge d'Instruction, Copie à Monsieur le Procureur de la République, Tribunal de Grande instance d'Alès

***Objet** : plainte concernant Monsieur Fabre, policier municipal de la ville d'Alès.*

Monsieur le Juge,

Le 7 septembre 2013 paraît sur la page Facebook d'un responsable de la police municipale d'Alès un photomontage représentant un individu de dos qui s'essuie les fesses avec un drapeau algérien.

L'image est barrée par la mention « I hate Algérie ! » (je hais l'Algérie) ainsi que d'autres inscriptions qu'on peut qualifier d'islamophobes. La communauté maghrébine, les familles alésiennes d'ascendance algérienne sont fortement choquées et l'Amicale des Algériens d'Europe dépose plainte. Plusieurs organisations la soutiennent et l'accompagnent (Ligue des Droits de l'Homme, Union locale CGT, Solidaires 30…) .

Au cours de ces rencontres nous avons décidé de créer un collectif permanent qui associerait largement toutes les organisations, tous les citoyens qui souhaitent s'investir dans la résistance à la montée de l'intolérance faisant le lit du racisme. Le mercredi 11 juin 2014 une conférence de presse annonçait la naissance de l'OBSERVATOIRE contre les DISCRIMINATIONS.

Or, plus d'un an après, cette affaire, qui fut à la base de la création de notre Observatoire, n'est toujours pas jugée ! C'est vrai que le temps passé permet d'apaiser quelque peu les esprits, mais la population alésienne issue de l'immigration algérienne, blessée par ce genre d'insulte ne comprendrait pas l'absence de jugement : la justice doit passer. D'autant qu'à Nîmes un fait comparable par certains aspects, a donné lieu à une condamnation : le lundi 19 mai, le tribunal correctionnel de Nîmes a infligé des amendes de 1.500 euros et des stages de citoyenneté à deux chauffeurs de bus qui avaient publié sur leur profil Facebook des photos et une vidéo à caractère islamophobe. .

Il nous semblait pourtant que les choses étaient claires dans la mesure où Monsieur Fabre, responsable de la police municipale d'Alès, avait reconnu les faits dans la presse (Midi Libre).

Nous sommes bien conscients que des circonstances particulières au tribunal d'Alès expliquent pour une part le retard de certains dossiers (rotation des magistrats), mais maintenant il nous tarde d'avoir quelques éclaircissements sur l'avancée de cette affaire, beaucoup de citoyens alésiens sont attentifs et nous pressent de questions, nous aimerions les rassurer.

Sans informations probantes de votre part en retour, nous nous réserverions le droit d'une initiative publique et/ou médiatique pour que cette action en justice ne soit pas oubliée.
Soyez assuré que nous sommes, comme vous, très attachés au bon fonctionnement de la justice.

Veuillez agréer, Monsieur le Juge d'Instruction, nos salutations républicaines.

Observatoire contre les discriminations

Observatoire des dérives démocratiques (ODD)

Le Gard est un département fortement atteint par la montée du FN et ses idées xénophobes ; pourtant le "comité de vigilance contre l'extrême droite" ne s'est pas reconstitué ni après les élections présidentielles et législatives en 2012 (élection d'un député FN) ni après le passage au FN de la mairie de Beaucaire.le 9 octobre 2014 , une rencontre organisée à Nîmes, par les syndicats de VISA, (CGT, FSU, Solidaires), association intersyndicale et unitaire qui se consacre à la lutte contre les tentatives d'influence de l'extrême droite dans le mouvement syndical, a montré la nécessité de relancer la riposte ; la LDH, section de Nîmes, fait des propositions concrètes visant à une initiative durable qui ont débouché sur :

1. La Création d'un "Observatoire des dérives démocratiques" (Odd) constitué par l'association beaucairoise *"Réagir pour Beaucaire"* et la LDH d'une part et les syndicats de VISA d'autre part, agissant en réseau. Cette initiative gardoise, rendue publique au cours d'une conférence de presse examinera les faits partout où une dérive démocratique sera signalée, en particulier sur Nîmes, la circonscription de Saint Gilles, la ville de Beaucaire ; mais au delà si cela est nécessaire.

2. La rédaction, dans le cadre de l'Odd, d'un " livre noir de la gestion municipale FN à Beaucaire". Il s'agit de recueillir des informations montant "du terrain" dans des domaines que nous aurons choisis et de les mettre en perspective. Sont cités la gestion du personnel municipal et le malaise qui s'est installé, le fonctionnement des conseils municipaux, la politique d'embauches mais aussi, la communication, l'incompétence du personnel politique …Il s'agit de garder trace du vécu social et humain en interne mais aussi de la façon dont sont rendus les services à la population par la municipalité FN.

La mise en place de ce réseau permettra de soulever et de préciser les points suivants :

● Les syndicats peuvent apporter des informations de terrain mais aussi des outils d'analyse et de lutte contre les extrêmes droites (réflexion spécifique, formation, ..)

● D'autres initiatives existent qu'il ne faut pas ignorer : à Alès, à Beaucaire (Rassemblement citoyen) et plus généralement là où la mairie est géré par le FN y compris dans d'autres départements (Hérault, Bouches du Rhône..)

● La nécessité de travailler ensemble pour déterminer les thématiques à retenir afin de structurer le *livre noir*. La forme de ce document doit être précisée en commun. Ce document a vocation à constituer un outil militant, mis à la disposition des organisations partie prenante qui décideront du mode de diffusion souhaitable; un Titre est proposé pour ce livre noir :

"Le FN à la loupe".

D'après le compte-rendu de la 1ère réunion du 20 janvier (rédaction LDH Nîmes)

Contact :
Solidaires 30
6 rue porte d'Alès 30000 Nîmes
Tél/Fax :04.66.36.86.70 - Mail : bureausolidaires30@outlook.fr